

COMMISSION DE L'INTERIEUR,
DES AFFAIRES GENERALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

du

van

MARDI 05 OCTOBRE 2010

DINSDAG 05 OKTOBER 2010

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 20 par M. Ben Weyts, président.

Le **président**: La Conférence des présidents a décidé que des questions orales pourront être posées. La seule restriction est bien entendu que nous avons un gouvernement d'affaires courantes, de sorte que la ministre ne peut faire de déclarations à propos de la politique qui sera menée dans le futur. Elle ne pourra dès lors pas être interrogée à ce sujet.

01 Question de M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "le meurtre de deux frères d'origine turque à Meulebeke" (n° 5)

01.01 **Peter Logghe** (VB): Le 18 septembre 2010, un habitant turc de Meulebeke a assassiné deux frères turcs parce qu'il se sentait menacé à cause d'une histoire de cœur. Ce fait divers a plongé les habitants de ce petit village de Flandre occidentale dans une profonde inquiétude. La ministre dispose-t-elle de chiffres relatifs à des meurtres ou à des accidents mortels dans lesquels des Turcs ou des Belges d'origine turque ont été impliqués ces dernières années? Comment les services de sécurité réagissent-ils au risque de sécurité accru dans le village?

01.02 **Annemie Turtelboom**, ministre (*en néerlandais*): Dans le groupe de population cité, les statistiques font état de respectivement 19, 6 et 21 tentatives de meurtre et de 3, 3 et 5 homicides accomplis respectivement en 2007, 2008 et 2009. Nous n'observons aucune disproportion en l'espèce, le nombre total de suspects s'élevant à respectivement 958, 848 et 916 personnes. Nous ne disposons d'aucune statistique relative au nombre de suspects d'origine turque disposant d'une autre nationalité ou concernant la nationalité des victimes.

En ce qui concerne d'éventuelles arrestations, l'initiative appartient aux autorités judiciaires.

Des contacts étroits sont maintenus tant avec la famille des victimes qu'avec l'auteur des faits pour évaluer en permanence les risques en matière de sécurité. Dans le cas présent, tout semble indiquer qu'il s'agit d'un double meurtre dans un contexte familial et il est un peu facile de conclure immédiatement que toutes les tentatives d'intégration sont vouées à l'échec. Une adaptation de la loi sur les armes ou d'autres mesures politiques ne sont dès lors pas à l'ordre du jour.

01.03 **Peter Logghe** (VB): La ministre déclare que l'on n'observe pas d'augmentation significative mais en même temps qu'il n'existe pas de chiffres fiables concernant les personnes d'origine turque. La question se pose également de savoir si l'arme utilisée était légale, fait important pour juger de la pertinence de la nouvelle loi sur les armes. Je transmettrai à la population locale la réponse de la ministre relative à la réaction des services de sécurité en ce qui concerne les risques.

L'incident est clos.

02 Question de M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "la formation des accompagnateurs de transports exceptionnels" (n° 11)

02.01 Peter Logghe (VB): À partir du 1er juillet, la police n'escortera plus les transports exceptionnels, cette mission devant être assurée par des personnes du secteur privé formées à cet effet. Cette formation peut-elle aujourd'hui être dispensée? Combien de personnes se sont déjà fait enregistrer comme accompagnateur de transports exceptionnels? Quelle est la valeur juridique de cet enregistrement? La situation actuelle n'entraîne-t-elle pas une insécurité juridique et qu'en sera-t-il des sinistres au cours de cette période transitoire? Pourquoi la question de la formation obligatoire n'a-t-elle pas été réglée en temps opportun?

02.02 Annemie Turtelboom, ministre (en néerlandais): L'objectif n'est pas que les entreprises de gardiennage relayent intégralement la police pour l'accompagnement de transports exceptionnels. La police continue à assurer l'accompagnement lorsque la sécurité routière le requiert. Toutefois, la police de la route ne devra plus assurer cet accompagnement durant la totalité du trajet. Cette mesure représente un gain de 40 équivalents temps plein.

Bien qu'il ne s'agisse pas d'une compétence totalement nouvelle pour le secteur du gardiennage privé, ce secteur non réglementé doit être professionnalisé. C'est pourquoi l'accompagnement de transports exceptionnels a été inscrit dans la loi sur la sécurité privée. Les entreprises devront disposer d'une autorisation et leur personnel devra suivre une formation.

Une période transitoire est prévue pour éviter toute insécurité juridique et garantir la continuité. Les entreprises qui effectuaient déjà des activités d'accompagnement et ont demandé une autorisation avant le 20 juillet 2010 peuvent poursuivre leurs activités dans l'attente de l'autorisation définitive. Elles sont 108 à remplir ces conditions.

La formation pourra être suivie dans les organismes de formation agréés. Le cadre y relatif est actuellement en préparation et sera achevé prochainement.

02.03 Peter Logghe (VB): Les entreprises s'inquiètent du coût et craignent pour leur survie.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Eva Brems à la ministre de l'Intérieur sur "l'utilisation du Taser" (n° 44)

03.01 Eva Brems (Ecolo-Groen!): La police locale de la zone Bruxelles Ouest a demandé à pouvoir utiliser des Taser lors d'interventions à risque. Apparemment, l'utilisation de cette arme est de plus en plus banalisée. Cependant, le Comité pour la prévention de la torture (CPT) du Conseil de l'Europe plaide pour que l'utilisation du Taser soit soumise à une réglementation plus précise dans notre pays.

La ministre voit-elle aussi l'utilité de conférer une base légale à l'utilisation du Taser? Qu'en est-il de la recommandation du CPT sur l'enregistrement des cas dans lesquels il y a eu contact avec le Taser? La ministre indiquera-t-elle clairement aux utilisateurs que ce type de contact ressortit aussi aux restrictions de l'article 37 de la loi sur la fonction de police et que le Taser ne peut pas être utilisé en cas de simple refus d'obtempérer? La ministre intégrera-t-elle un principe de précaution dans cet article et veillera-t-elle à ce qu'une formation à l'utilisation du Taser soit organisée?

L'utilisation du Taser lors de l'évacuation du Lappersfortbos était-elle mentionnée dans la liste des cinq cas d'utilisation d'armes électriques qui a été communiquée au CPT?

La ministre peut-elle fournir une liste de tous les services de police qui disposent de Taser?

03.02 Annemie Turtelboom, ministre (en néerlandais): Aucune loi supplémentaire n'est nécessaire, l'article 37 de la loi sur la fonction de police, l'arrêté royal du 3 juin 2007 et la circulaire GPI 62 du 14 février 2008 constituant une base suffisante pour l'utilisation du Taser. Plusieurs directives ont en outre été édictées

concernant la notification des incidents liés à l'utilisation d'armes.

Le Taser peut être utilisé de deux façons, à savoir en mode "tir" ou en mode "contact". Le gouvernement belge suit la recommandation selon laquelle le contact avec le corps devrait également relever du champ d'application de l'article 37 et faire l'objet d'un enregistrement.

Le refus d'obtempérer sans menace de l'intégrité physique ne peut constituer un motif d'utilisation du Taser.

Le recours à une arme, y compris au Taser, par la police n'est permis que moyennant une autorisation ministérielle, une formation préalable et un entraînement régulier. Ce principe de précaution est inclus dans l'arrêté royal du 3 juin 2007 ainsi que dans la circulaire GPI 62.

L'utilisation du Taser lors de l'évacuation du Lappersfortbos n'a pas été inscrite sur la liste remise au CPT étant donné que l'enquête menée par le CPT en 2009 ne visait que le traitement des détenus et des personnes enfermées dans les cellules de la police.

À la police fédérale, seule la CGSU dispose de Tasers. À l'échelon des corps de police, seules quelques personnes désignées nominativement au sein de la *Bijzondere bijstandsteam* d'Anvers en disposent.

Nous devons réfléchir à l'opportunité d'utiliser le Taser à l'avenir, eu égard à certaines agressions extrêmement violentes qui se sont produites récemment. En tout état de cause, le recours à cette arme doit continuer à être encadré par des règles strictes. Nous répondons négativement aux demandes formulées par exemple par la zone de Bruxelles Ouest visant à confier des Tasers à des agents de quartier et auxiliaires de police.

03.03 Eva Brems (Ecolo-Groen!): De combien de Taser la police dispose-t-elle?

03.04 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Seuls la CGSU et la zone de police d'Anvers disposent de Taser. Je communiquerai après vérification les chiffres exacts à la commission.

L'incident est clos.

04 Questions jointes de

- **M. Georges Gilkinet** à la ministre de l'Intérieur sur "les subsides aux services d'incendie en province de Namur" (n° 50)

- **M. Christophe Bastin** à la ministre de l'Intérieur sur "la procédure de mise en place d'une zone unique à Namur" (n° 66)

04.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Le Conseil des ministres du 20 juillet 2010 a activé un budget de 21,3 millions d'euros - dont 1,3 million va à la province de Namur - pour créer des pré-zones opérationnelles pour les services d'incendie. Selon l'arrêté royal du 2 février 2009, cette somme ne pourra être versée que lors de la création d'une pré-zone unique pour l'ensemble de la province. Dans l'attente d'un accord, les bourgmestres ont proposé un cantonnement de 1,3 million sur les comptes de la ville de Dinant.

Acceptez-vous le principe de ce cantonnement? Qu'advient-il de cette somme si elle n'est pas affectée aux services d'incendie? Vos services sont-ils en contact avec les bourgmestres namurois? Que proposez-vous pour répondre aux difficultés posées par la réforme en province de Namur?

04.02 Christophe Bastin (cdH): En tant que bourgmestre d'Onhaye, je défendais la zone unique. Vous savez que cette proposition n'a été suivie que par seize voix contre quatorze, les communes opposées ayant introduit un recours en annulation au Conseil d'État. Il est impossible de présenter une convention à l'unanimité.

J'attends votre avis au sujet du cantonnement. Quelle est la solution alternative pour éviter à la province de

Namur de perdre 1,3 million d'euros?

04.03 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): La réforme des services d'incendie reste une de mes priorités. J'ai pu obtenir un budget substantiel et élaborer fin juillet une clef de répartition en vue de mettre en œuvre les pré-zones afin d'intensifier la coopération entre services d'incendie et de soutenir les initiatives locales par le biais d'une convention entre l'Intérieur et les futures zones de secours. Cette initiative a été très appréciée tant par les fédérations de pompiers que par les Unions de villes et communes.

L'opération est un succès: trente et une pré-zones sur trente-deux ont trouvé un accord. Contrairement à toutes les autres pré-zones, qui nous ont transmis une seule convention, nous avons reçu pas moins de trois projets de convention pour la pré-zone de Namur. L'une reprend les dix communes de la pré-zone qui ont un service d'incendie ou sont protégées, une seconde les vingt-deux autres communes de la pré-zone et une troisième - remise par les pompiers eux-mêmes - l'ensemble des trente-huit communes.

Or, l'arrêté royal portant distribution des subsides prévoit que les zones opérationnelles correspondent aux futures zones de secours et que chaque pré-zone doit rentrer une seule convention. Je ne puis y déroger pour une pré-zone en particulier.

Le gouverneur de la province a été invité à poursuivre les efforts en vue d'atteindre une solution. J'attends donc toujours pour la pré-zone de Namur une proposition de convention entrant dans le cadre légal. En ce qui concerne la suggestion de cantonnement, le principe de l'annualité budgétaire implique que les subsides doivent être utilisés en 2010.

04.04 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Si aucune solution n'intervient du côté des bourgmestres, on court au gâchis. Le plus facile serait de remettre en cause l'arrêté du 2 février 2009, mais vous ne le voulez pas. On se trouve dans une situation de blocage que je regrette.

04.05 Christophe Bastin (cdH): J'entends que vous accepteriez que nous dépassions la date butoir du 15 septembre.

Je suis convaincu par la zone unique; elle a été votée par 16 voix contre 14 mais la convention devait être votée à l'unanimité et c'est quasiment impossible dans les conseils communaux. S'il n'y a pas d'autre possibilité, nous essayerons de convaincre les collègues réticents.

Enfin, il ne faut surtout pas léser les pompiers. Ne pourrait-on destiner ce 1,3 million d'euros à la Maison du Feu en province de Namur?

04.06 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Le blocage se situe sur le plan politique et non au niveau des pompiers.

En termes légaux, il n'est pas possible de transférer cet argent à la Maison du Feu.

Il n'y a de problème que pour une seule zone; on continue à chercher une solution.

L'incident est clos.

05 Question de M. Stefaan Vercamer à la ministre de l'Intérieur sur "la politique du personnel au sein des services de la protection civile" (n° 61)

05.01 Stefaan Vercamer (CD&V): Le personnel de la protection civile devra dorénavant répondre à des normes spécifiques. Les normes imposées cette année aux plongeurs semblent accessibles pour la majorité. Les normes renforcées de 2015, en revanche, ne le seront que pour la moitié. Ces mêmes normes s'appliquent aussi aux volontaires auxquels il est tout de même fait moins fréquemment appel.

La norme renforcée pourra-t-elle être atteinte par le personnel, vu la pyramide des âges, et les volontaires? De quel encadrement le personnel et les volontaires bénéficieront-ils pour atteindre la norme? Quelles

mesures le ministre prendra-t-il pour faire en sorte que les volontaires âgés restent concernés par leur mission d'intervenant?

05.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Un sondage auprès du personnel a indiqué que la norme vo² max 32 peut parfaitement être atteinte par les volontaires, même par les plus âgés d'entre eux. Rien ne permet donc de penser qu'un problème se pose. L'objectif est d'évoluer lentement de la norme vo² max 32 vers la norme vo² max 38 en 2015 pour le personnel nommé. Les volontaires bénéficient d'une année supplémentaire pour atteindre la nouvelle norme.

Nous attachons beaucoup d'importance aux chances de réussite des membres du personnel et des volontaires. Ils peuvent obtenir une subvention pour l'achat de chaussures de course et recourir à un accompagnateur sportif et à un médecin du travail. Les membres du personnel âgés ou les volontaires qui n'atteignent pas la norme sont transférés vers la réserve fédérale, d'où ils peuvent toujours être recrutés pour des missions humanitaires.

05.03 Stefaan Vercamer (CD&V): La norme plus stricte est donc répartie dans le temps. Cette norme élevée constitue toutefois une sérieuse entrave, même pour les volontaires de première ligne. La question est de savoir comment les 400 nouveaux volontaires pourront atteindre cette norme.

05.04 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Je peux vous citer des exemples de personnes de 60 à 63 ans qui l'atteignent. Il est d'ailleurs absolument indispensable d'imposer des normes aux personnes qui occupent une fonction de sécurité.

05.05 Stefaan Vercamer (CD&V): Le système ne devient en réalité attirant que lorsque l'on devient volontaire de première ligne. Pour les volontaires ordinaires, la barre est placée tellement haut qu'ils peuvent difficilement progresser.

L'incident est clos.

06 Question de M. André Frédéric à la ministre de l'Intérieur sur "la formation des policiers en vue de procéder aux tests salivaires de détection des drogues" (n° 65)

06.01 André Frédéric (PS): L'entrée en vigueur, ce 1^{er} octobre, des tests salivaires de détection des drogues au volant a été très médiatisée. La police analysera les signes extérieurs laissant présumer une consommation de drogues. Les tests psychomoteurs seront abandonnés. Le conducteur pourra être invité à placer un appareil sur sa langue. Le résultat du test salivaire sera disponible après douze minutes.

Pour que ces contrôles soient effectués correctement, les policiers doivent recevoir une formation à l'utilisation du matériel, mais ils doivent également être assez nombreux. D'après la presse, seule une petite partie des policiers a été formée. Les moyens doivent correspondre à l'ampleur de l'effet d'annonce.

Pouvez-vous dresser un état des lieux des formations pour l'ensemble des zones du pays? De quel type de formation s'agit-il? Est-il exact que la formation de l'ensemble des agents de police se fera par les premiers agents formés à la police fédérale. Cette méthode garantit-elle la qualité de la formation?

06.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): La formation des policiers sur les constatations faisant usage de tests salivaires, qui a débuté en septembre 2010, se décline en fonction des différents publics-cibles.

Une formation spécifique est dispensée aux *trainers*, qui sont des fonctionnaires de police déjà très expérimentés en matière de constatation de conduite sous influence. Cette formation comporte seize heures de théorie. Ces fonctionnaires transmettront ensuite les connaissances acquises à d'autres étudiants.

Une autre formation, destinée aux fonctionnaires de police qui ne sont pas familiarisés avec les constatations liées à la conduite sous l'influence de drogues, comporte huit heures de théorie et huit heures de pratique.

Cette formation sera également dispensée dans la formation de base des aspirants agents et aspirants inspecteurs.

Une troisième variante s'adresse aux fonctionnaires de police familiarisés avec les constatations liées à la conduite sous influence de drogues. Une expérience pratique concernant la procédure susmentionnée est requise. Cette formation comporte quatre heures de théorie et huit heures de pratique.

Les premières formations destinées aux *trainers* ont commencé début septembre.

Il s'agit d'une solution adaptée pour former un maximum de personnes dans un délai court, et accroître la cohérence avec la réalité du terrain. En ce sens, c'est un gage de qualité.

06.03 André Frédéric (PS): Je partage l'objectif de cette campagne, mais je regrette l'inadéquation entre l'effet d'annonce et les moyens réellement mis en œuvre. Il faudra dépasser la raideur de ce type de formations pour se rendre compte de la réalité des personnes qui doivent intervenir sur le terrain.

L'incident est clos.

Président: M. André Frédéric.

07 Questions jointes de

- **Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "l'octroi du pécule de vacances majoré au personnel des services de police" (n° 81)**
- **M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "le pécule de vacances complémentaire pour les agents de police" (n° 95)**
- **Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "la décision judiciaire condamnant l'État à aligner la prime de congés payés des policiers sur celle des autres fonctionnaires" (n° 103)**
- **M. Joseph Arens à la ministre de l'Intérieur sur "le versement de la prime Copernic au cadre opérationnel des services de police" (n° 119)**

07.01 Leen Dierick (CD&V): L'État fédéral a récemment été condamné au paiement du pécule de vacance majoré aux policiers du cadre opérationnel. Il en résulte une dépense supplémentaire de 370 millions d'euros, ce qui implique des coûts supplémentaires pour la police fédérale et les zones de police locales.

Quelle est concrètement la portée de ce jugement? L'État fédéral prévoit-il d'intervenir financièrement dans ces coûts supplémentaires qui attendent les zones de police locales? Le jugement tient-il compte de la mise en œuvre en plusieurs phases pour les différents grades?

07.02 Ben Weyts (N-VA): Ce jugement s'étend-il à l'ensemble des policiers? Le gouvernement a-t-il anticipé son impact financier? En effet, le jugement ne surprend pas, car les magistrats avaient déjà introduit une procédure dès 2005 et obtenu gain de cause. Le gouvernement compte-t-il faire appel?

Le **président**: La question n° 103 de Mme Galant, qui est absente, devient sans objet et M. Arens a demandé que sa question n° 119 soit transformée en question écrite.

07.03 Annemie Turtelboom, ministre (en néerlandais): Le jugement prévoit que non seulement les 1 886 requérants ont droit à la prime Copernic, mais aussi tous les autres fonctionnaires de la police, en fonction des phases mises en œuvre à partir de 2002. L'année prochaine, les inspecteurs principaux et les officiers seront les derniers à obtenir le pécule de vacance majoré à 92 %.

Les coûts totaux pour les 35 000 agents de police s'élèvent respectivement à 108 millions d'euros pour la police fédérale et à 263 millions d'euros pour les 196 corps de police locaux. Ce calcul ne tient pas compte des mises en disponibilité, des régimes de travail à temps partiel, etc. Le montant exact pourrait donc être légèrement inférieur, mais ce calcul n'a pas encore été effectué.

(En français) Le surcoût des rémunérations du cadre opérationnel était déjà considérable et c'est pourquoi le gouvernement avait décidé de postposer l'augmentation pour les policiers.

(En néerlandais) Nous savions qu'il y avait un conflit mais beaucoup considéraient le point de vue du gouvernement défendable dans le contexte spécifique de la réforme des polices. Il n'a pas été procédé à la constitution de réserves.

(En français) Seul l'État belge a été condamné à indemniser les quelque deux mille requérants. Sous peine d'astreinte, cinq mois ont été accordés pour calculer les montants à régulariser et pour les communiquer aux requérants. Le délai de paiement a été fixé à sept mois. C'est techniquement possible, mais le budget de 18,5 millions d'euros, intérêts compris, fait défaut. Je le répète, la charge des régularisations incombe aux employeurs respectifs.

(En néerlandais) Au cours des dernières années, nous avons toujours statué sur cette question à l'échelon gouvernemental. Mais étant donné que le gouvernement est en affaires courantes, nous devons agir avec circonspection mais aussi avec sens des responsabilités. De plus, nous sommes liés par un délai de recours relativement bref.

Je fournirai toutes les informations utiles au conseil des ministres restreint et je lui présenterai toutes les pistes envisageables, dont l'appel. Le conseil des ministres restreint prendra ensuite une décision.

07.04 Leen Dierick (CD&V): J'estime qu'il est absolument nécessaire d'aller en appel. L'accord précédent, qui prévoyait d'octroyer graduellement le pécule de vacances "perdu", n'était certainement pas un mauvais accord. Mais le jugement rendu récemment va totalement à l'encontre de la philosophie de cet accord. J'espère de tout cœur que ce jugement finira par être annulé.

07.05 Ben Weyts (N-VA): J'estime pour ma part qu'aller en appel est dénué de sens. Si l'on suit cette voie, le carrousel des coûts ne cessera jamais. La Cour constitutionnelle n'établissant pas de distinction entre les agents de police d'une part et le personnel administratif et logistique d'autre part, il ne serait pas inutile de vérifier si d'autres avantages encore – financiers ou autres – sont accordés au personnel logistique sans l'être aux agents.

L'incident est clos.

Président: M. Ben Weyts.

08 Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "le marché pour la fourniture de pilules d'iode" (n° 83)

08.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Les pilules d'iode destinées aux riverains de sites nucléaires sont périmées. Sont-elles encore utilisables et quels sont les résultats des analyses faites par l'Institut scientifique de Santé publique? La procédure d'adjudication du marché pour la fourniture de pilules d'iode est-elle clôturée? Quand les riverains, y compris les Belges concernés par la centrale nucléaire de Chooz, recevront-ils de nouvelles pilules?

08.02 Annemie Turtelboom, ministre *(en français)*: L'Institut scientifique de Santé publique confirme que les comprimés actuellement disponibles sont valables. Les tests devant être pratiqués tous les six mois, de nouveaux résultats sont attendus fin octobre.

La procédure d'adjudication du marché pour la fourniture de nouveaux comprimés a été clôturée le 28 mai 2010 avec décision d'attribution à la société *Lannacher Heilmittel*. Les nouveaux comprimés seront livrés et une campagne d'information sera diffusée dans le courant du premier semestre 2011. Les riverains concernés habitent dans un rayon de dix km de l'IRE de Fleurus et de vingt km des autres sites nucléaires. Les riverains belges de la centrale EDF de Chooz ne sont pas oubliés.

08.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): J'insiste pour qu'une information complète soit donnée aux riverains, sans oublier ceux concernés par la centrale de Chooz.

L'incident est clos.

09 Question de M. André Frédéric à la ministre de l'Intérieur sur "les groupes de travail du Conseil de l'Union européenne en matière de police dans le cadre de la présidence belge de l'UE" (n° 98)

09.01 André Frédéric (PS): Des groupes de travail réunissant les États membres de l'UE ont pour objectif d'accroître le degré de coopération policière internationale. Pendant la présidence, la police intégrée belge y est représentée.

Quel est le travail réalisé par ces groupes et quelles sont les initiatives proposées par notre pays depuis le début de la présidence? Quel est le travail réalisé par le groupe *Law Enforcement Working Party* ?

09.02 Annemie Turtelboom, ministre (en français): Pour pouvoir vous répondre au sujet du travail réalisé par tous les groupes, je vous propose de me transmettre une question écrite.

Les initiatives de la Belgique sont, par exemple, la mise en place d'un groupe de travail unique concernant la problématique de Schengen, le *Working Party on General Matters* qui lutte contre les fraudes d'identité et le trafic des êtres humains, les groupes "Frontières", "Faux documents" et "Terrorisme". Le programme de travail du COSI a été ramené à quatorze thèmes principaux.

Une réunion du groupe *Law Enforcement Working Party* est prévue pour le 21 octobre. L'ordre du jour prévoit différentes propositions de résolution et initiatives.

09.03 André Frédéric (PS): Des avancées dans ce domaine sont nécessaires.

L'incident est clos.

10 Question de M. Joseph George à la ministre de l'Intérieur sur "la redevance incendie pour les communes-centres de groupe" (n° 113)

10.01 Joseph George (cdH): Par son arrêt du 4 juin 2010, le Conseil d'État a annulé l'arrêté royal du 25 octobre 2006 déterminant les normes de fixation des frais admissibles et de la quote-part supportée par les communes-centres et par les communes protégées.

Le motif principal de cette annulation proviendrait de la délégation par le gouvernement aux gouverneurs de compétences qu'il aurait dû exercer. En clair, il s'agit non seulement, pour fixer le montant des interventions en cause, de déterminer les paramètres à prendre en compte mais aussi de les pondérer alors que le Conseil d'État estime que "le rôle du gouverneur, que la loi charge expressément d'appliquer les normes déterminées par le Roi, se limite à procéder à une opération arithmétique intégrant ces paramètres de la manière déterminée par le Roi."

L'arrêt du Conseil d'État a pour effet de priver de toute base légale la fixation des redevances incendie.

Lors des plaidoiries, il fut manifestement discuté de la portée de cet arrêt, qui imposera des rectifications comptables pour les communes à l'égard desquelles les décisions ne sont pas devenues définitives. De quelles décisions s'agit-il? Pensez-vous que les participations financières qui n'ont pas encore été approuvées tombent sous ce cas? Les participations financières visées par des communes-centres et des communes protégées, qui auraient déjà donné un avis, sont-elles considérées comme définitives?

Le Conseil d'État vous reproche de ne pas avoir suivi l'avis de la section de législation sur l'illégalité de la formule employée. Pour quelles raisons cet avis n'a-t-il pas été respecté?

Quelles sont, d'après vous, les zones d'incendie qui sont concernées par l'effet de cet arrêt, et pour quelles

années?

Comment les communes - en fonction du caractère définitif ou non de la décision - vont-elles devoir agir? Enfin, l'arrêté royal ayant été abrogé, comptez-vous en proposer un autre?

10.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): L'arrêt du Conseil d'État doit être lu dans la perspective de l'historique de ce dossier. Au sujet d'un premier projet d'arrêté royal, le Conseil d'État avait estimé que le texte ne permettait pas de circonscrire de manière suffisamment précise le pouvoir attribué au gouverneur. Le texte a été largement amendé mais le Conseil d'État a refusé de rendre un avis sur le nouveau texte, estimant que sa compétence était épuisée.

Lorsque le Conseil d'État fait état de décisions qui ne sont pas devenues définitives, il vise les décisions du gouverneur rendues alors que le délai d'avis de soixante jours des communes court toujours ou celles pour lesquelles le gouverneur devait encore se prononcer sur un avis défavorable.

En province de Liège, par exemple, la décision n'était pas définitive et le gouverneur n'a donc pas procédé à son exécution.

En ce qui concerne les décisions définitives, le Conseil d'État estime que le délai pour introduire un recours en annulation commence à la prise de connaissance de la décision et non à la prise de connaissance de l'illégalité de la décision.

Le gouverneur ne dispose actuellement plus de base réglementaire pour la répartition définitive des frais des services d'incendie à dater du 1^{er} janvier 2006.

Mon administration recherche les différentes pistes de solutions possibles.

Il existe toujours une base légale pour les redevances trimestrielles provisoires des communes protégées, sur base de la dernière redevance définitive payée. Les finances des communes-centres ne sont donc pas en péril.

10.03 Joseph George (cdH): Il m'apparaît indispensable de prendre un nouvel arrêté royal dans lequel on déterminerait tant les critères que leur pondération.

Il est vrai que les avances sont toujours versées mais elles le sont en fonction d'une situation révolue depuis trois ou quatre ans.

Enfin, le gouverneur de la province de Liège a invité les communes à trouver une formule conventionnelle visant à régler le problème à titre transitoire. C'est évidemment impossible.

Vous avez le pouvoir de proposer un nouvel arrêté royal répondant aux reproches du Conseil d'État et supprimant le vide juridique actuel.

L'incident est clos.

11 Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "l'installation d'une unité de protection civile à Gembloux" (n° 123)

11.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Je suis déjà intervenu à plusieurs reprises au sujet des travaux et des crédits nécessaires à l'installation d'une unité de la protection civile à Gembloux.

Depuis lors, des services du ministère des Finances se sont installés dans les bâtiments initialement destinés à la protection civile.

Quel est le montant total investi à Gembloux depuis la naissance de ce projet? L'hypothèse d'une installation de la protection civile à Gembloux est-elle abandonnée? Si oui, quelle sera la destination de ces bâtiments?

11.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Les investissements budgétaires dans ce dossier relèvent du ministre de tutelle de la Régie des bâtiments.

L'ouverture d'une unité opérationnelle nécessite des crédits budgétaires que mon administration sollicite depuis plusieurs années mais qui n'ont pas été octroyés à ce jour.

Concernant la destination des bâtiments, je vous renvoie également au ministre de tutelle de la Régie des bâtiments.

11.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Le jeu de ping-pong continue donc. Cela coûte beaucoup d'argent. Je le regrette.

L'incident est clos.

12 Questions jointes de

- **Mme Zoé Genot** à la ministre de l'Intérieur sur "les arrestations préventives en marge des manifestations" (n° 124)

- **Mme Eva Brems** à la ministre de l'Intérieur sur "la manière dont la police est intervenue la semaine dernière à l'occasion du *Camp No Border* à Bruxelles" (n° 126)

12.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): J'ai été choquée par les témoignages relatifs à la gestion policière des manifestations de la semaine dernière.

Tout d'abord, un policier a expliqué que les forces de l'ordre avaient reçu l'instruction d'arrêter un maximum de participants non syndicaux avant le début de la manifestation. La Ligue des droits de l'homme dénonce dix-huit arrestations préventives. Des manifestants ont été privés de liberté et du droit de manifester. D'autres se sont vus confisquer une banderole sous le prétexte que le slogan n'aurait pas été conforme à l'esprit de la manifestation.

Le vendredi soir, les attroupements de plus de cinq personnes furent déclarés illégaux. Là aussi, les réactions policières ont semblé complètement disproportionnées et violentes, allant jusqu'à l'arrestation de passants solitaires ou de groupes de deux personnes s'inquiétant de ces méthodes.

De plus, l'attitude policière a manifestement dépassé toutes les limites. Les agents ont insulté les personnes interpellées en termes de "sales chômeurs" et de "Wallons". Certaines arrestations furent extrêmement violentes. Plusieurs enregistrements en témoignent bien que les policiers aient menacé des journalistes. Des films montrent cette atteinte à la liberté de la presse.

Jeudi et vendredi, plusieurs femmes interpellées ont été privées de leur pantalon et menacées de viol. Cette attitude est indigne.

La nuit de vendredi à samedi, dans les cellules d'Etterbeek, l'officier Van der Smissen a fait le tour des cellules masculines, accompagné de collègues, et menaçant les détenus masculins avec une matraque en leur laissant le "choix" entre des coups et la sodomie.

Plusieurs personnes ont été traumatisées par les violences policières de ces derniers jours.

Sur base de quels critères des manifestants ont-ils été arrêtés préventivement? Trouvez-vous acceptables cette privation du droit de manifester, les violences infligées et les humiliations sexistes? Avez-vous commandé un rapport sur ces événements? Quelles sanctions seront-elles prises face aux nombreuses illégalités commises?

12.02 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Manifester pour exprimer une opinion politique constitue un élément essentiel d'une démocratie. Il est inquiétant que les autorités balaient un peu facilement ce droit pour des considérations de sécurité.

La ministre pourrait-elle dès lors m'indiquer quelles instructions ont été fournies aux services de police à l'occasion du 'Camp No Border', de la manifestation devant le centre fermé pour demandeurs d'asile de Steenokkerzeel le 27 septembre et de la manifestation des syndicats européens le mercredi 29 septembre? Combien de personnes ont-elles fait l'objet d'une arrestation administrative? La ministre juge-t-elle la mobilisation policière lors de ces activités nécessaire et proportionnelle?

12.03 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): L'analyse de la menace à laquelle a procédé l'OCAM lors du 'Camp No Border' a fait apparaître que plusieurs centaines d'anarchistes belges et étrangers projetaient de commettre des actes de violence contre des institutions et des entreprises publiques associées de près ou de loin à la question de l'asile. Ont constitué dans ce contexte des moments critiques la manifestation autorisée au centre fermé de Steenokkerzeel le 27 septembre, la manifestation syndicale le 29 septembre et une manifestation interdite à la gare du Midi le 1^{er} octobre.

L'Intérieur n'a donné aucune instruction spécifique aux services de police mais il a évidemment prévu une force de police suffisante. À la demande des six zones de police bruxelloises, une réserve d'intervention supplémentaire composée d'une vingtaine d'agents est en outre restée en stand-by.

(*En français*) À l'issue de la manifestation du 27 septembre à Steenokkerzeel, dix-sept arrestations administratives ont eu lieu.

Le 29 septembre, une centaine d'anarchistes qui s'étaient placés en queue de la manifestation des syndicats européens ont fait l'objet d'une arrestation administrative, en concertation avec les organisateurs de la manifestation. Le même jour, 289 manifestants ont été arrêtés parce qu'ils portaient sur eux des bonbonnes de peinture ou des masques de plongée pour se protéger des gaz lacrymogènes.

Le 1^{er} octobre, environ deux cents personnes ont fait l'objet d'une arrestation administrative lors d'une manifestation interdite près de la gare du Midi. Cinq anarchistes ont fait l'objet d'une arrestation judiciaire pour avoir participé à un *raid* sur le commissariat de police de la place du Jeu de Balle.

(*En néerlandais*) L'intervention des services de police les 27 et 29 septembre ainsi que le 1^{er} octobre a été à la fois nécessaire, proportionnée et efficace.

12.04 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Des personnes ont été arrêtées une heure avant le début de la manifestation, ce qui constitue donc un déni du droit de manifester. Certaines étaient déguisées en clowns ou n'avaient sur elles que leur GSM, un portefeuille et un préservatif!

Une enquête approfondie sera nécessaire concernant la procédure adoptée pour ces arrestations et sur la façon dont les personnes arrêtées ont été traitées, en particulier sur l'attitude sexiste de certains policiers. Je vous réinterrogerai à ce sujet.

12.05 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Il est inadmissible, dans un État de droit, que la police se livre à des intimidations d'ordre sexuel. Il faut le lui faire savoir clairement.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 15 h 52.

De vergadering wordt geopend om 14.20 uur en voorgezeten door de heer Ben Weyts.

De **voorzitter**: De Conferentie van voorzitters heeft beslist dat er mondelinge vragen kunnen worden ingediend. De enige restrictie is vanzelfsprekend dat wij een regering in lopende zaken hebben, waardoor de minister geen uitspraken over het komende beleid kan doen. Daarover kan zij dus ook niet ondervraagd

worden.

01 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de dubbele moord op Turkse broers in Meulebeke" (nr. 5)

01.01 Peter Logghe (VB): Op 18 september 2010 heeft een Turkse inwoner van Meulebeke twee Turkse broers vermoord omdat hij zich bedreigd voelde wegens een liefdeskwestie. Daardoor heerst er momenteel grote onrust in dat West-Vlaamse dorp. Beschikt de minister over cijfers met betrekking tot moorden of dodelijke ongevallen in de afgelopen jaren waarbij Turken of Belgen met een Turkse achtergrond zijn betrokken? Hoe reageren de veiligheidsdiensten op het verhoogde veiligheidsrisico in het dorp?

01.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): In de geciteerde bevolkingsgroep waren er in 2007, 2008 en 2009 respectievelijk 19, 6 en 21 pogingen en respectievelijk 3, 3 en 5 voltooide incidenten, dit ten opzichte van een algemeen totaal aantal verdachten van respectievelijk 958, 848 en 916. Van een opvallende wanverhouding is dus geen sprake. Er zijn geen cijfers met betrekking tot het aantal verdachten met een andere nationaliteit die tegelijk een Turkse achtergrond hebben, noch zijn er cijfers beschikbaar over de nationaliteit van de slachtoffers.

Wat eventuele arrestaties betreft, berust het initiatief bij de gerechtelijke overheden.

Er wordt ook nauw contact gehouden met zowel de familie van de slachtoffers als van de dader om het veiligheidsrisico permanent te evalueren. In dit geval wijst alles op een dubbele moord in een familiale context en is het wat gratuit om meteen te concluderen dat alle pogingen tot integratie gedoemd zijn om te mislukken. Een aanpassing van de wapenwet of andere beleidsmaatregelen zijn dan ook niet aan de orde.

01.03 Peter Logghe (VB): De minister zegt dat er geen betekenisvolle verhoging is, maar ook dat er geen betrouwbaar cijfermateriaal is voor mensen met een Turkse achtergrond. Ook is er de vraag of het gebruikte wapen legaal was, wat belangrijk is voor de relevantie van de aangepaste wapenwet. Ik zal het antwoord van de minister over de reactie van de veiligheidsdiensten op het veiligheidsrisico doorgeven aan de lokale bevolking.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de opleidingen voor begeleiders van uitzonderlijk transport" (nr. 11)

02.01 Peter Logghe (VB): Vanaf 1 juli begeleidt de politie geen uitzonderlijke transporten meer en moet die taak worden uitgevoerd door speciaal opgeleide privé-personen. Is die opleiding inmiddels voorhanden? Hoeveel personen hebben zich al laten registreren als begeleider van uitzonderlijke transporten? Wat is de juridische waarde van die registratie? Impliceert de huidige situatie geen juridische onzekerheid en hoe staat het met de schadegevallen in deze overgangperiode? Waarom werd de verplichte opleiding niet tijdig afgerond?

02.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Het is niet de bedoeling dat private beveiligingsondernemingen de begeleiding van uitzonderlijke transporten integraal van de politie overnemen. De politie blijft voor de begeleiding instaan als de verkeersveiligheid dat vereist. Wel zal de wegpolitie niet langer het hele traject moeten begeleiden. Deze maatregel is goed voor een besparing van 40 voltijdse equivalenten.

Hoewel het voor de private bewakingssector niet over een volledig nieuwe bekwaamheid gaat, is het wel de bedoeling om deze niet-gereguleerde sector te professionaliseren. Daarom werd de begeleiding van uitzonderlijke transporten opgenomen in de wet op de private veiligheid. Ondernemingen zullen over een vergunning moeten beschikken en hun personeel zal een opleiding moeten volgen.

Om rechtsonzekerheid te vermijden en de continuïteit te verzekeren, is voorzien in een overgangperiode. Wie al begeleidingsactiviteiten uitvoerde en een vergunning aanvraag voor 20 juli 2010, kan zijn activiteiten voortzetten in afwachting van de definitieve vergunning. Er zijn 108 ondernemingen die aan deze vereisten

voldoen.

De opleiding zal kunnen worden gevolgd in de erkende opleidingsinstellingen. Het kader daarvoor wordt momenteel voorbereid en zal binnenkort worden voltooid.

02.03 Peter Logghe (VB): De bedrijven zijn bezorgd over de kostprijs en vrezen voor hun voortbestaan.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Eva Brems aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het gebruik van de 'Taser'" (nr. 44)

03.01 Eva Brems (Ecolo-Groen!): De lokale politie van de zone Brussel West heeft een aanvraag ingediend om Tasers te mogen gebruiken bij gevaarlijke interventies. Het gebruik van dit wapen wordt blijkbaar meer en meer als een gewone zaak beschouwd. Het Comité voor de Preventie van Foltering van de Raad van Europa (CPT) pleit echter voor een duidelijkere regeling van het tasergebruik in ons land.

Ziet ook de minister de noodzaak van een wettelijke basis voor het gebruik van tasers? Wat met de aanbeveling van het CPT om de gevallen waarin contact wordt gemaakt met de Taser te laten registreren? Zal de minister de gebruikers duidelijk maken dat ook het maken van contact valt onder de beperkingen van artikel 37 van de wet op het Politieambt en dat een Taser niet kan worden gebruikt bij een loutere weigering om te gehoorzamen? Zal de minister dit artikel aanvullen met een voorzorgsprincipe en voorzien in een opleiding voor het gebruik van een Taser?

Was het gebruik van de Taser bij de ontruiming van het Lappersfortbos opgenomen in de lijst van vijf gevallen waarbij een stroomwapen werd ingezet die aan het CPT werd bezorgd?

Kan de minister een lijst bezorgen van alle politiediensten die over een Taser beschikken?

03.02 Minister Annemie Turtelboom (*Nederlands*): Artikel 37 van de wet op het politieambt, het KB van 3 juni 2007 en de rondzendbrief GPI 62 van 14 februari 2008 bieden een voldoende basis voor het gebruik van de Taser. Er is geen nood aan een extra wet. Er zijn tevens richtlijnen over de melding van elk incident met wapens.

De Taser kan op twee manieren worden gebruikt: door de schieten of door contact te maken met het lichaam. De Belgische regering volgt de aanbeveling dat contact met het lichaam ook onder artikel 37 valt en moet worden geregistreerd.

Weigeren te gehoorzamen zonder bedreiging van de integriteit kan geen reden zijn tot het gebruik van een Taser.

Het gebruik van een wapen door de politie, ook de Taser, is enkel toegelaten via een ministeriële toelating, een voorafgaande opleiding en regelmatige training. Dit voorzorgsprincipe is opgenomen in het KB van 3 juni 2007 en de circulaire GPI 62.

Dat het Tasergebruik bij de ontruiming van het Lappersfortbos niet is opgenomen in de lijst die aan het CPT is bezorgd, komt louter doordat het onderzoek van het CPT uit 2009 enkel gericht was op de behandeling van gedetineerden en mensen die opgesloten waren in politiecellen.

Bij de federale politie beschikt enkel de CGSU over Tasers. Bij de korpsen is het bezit beperkt tot enkele nominatief aangestelde personen bij het bijzondere bijstandsteam in Antwerpen.

Naar aanleiding van een aantal recente gevallen van extreme agressie, moeten wij nadenken over het gebruik van de Taser in de toekomst. In elk geval moet het gebruik aan strikte regels gebonden blijven. Op

aanvragen zoals die van de zone Brussel West om de Taser ook door wijkagenten en hulpagenten te laten gebruiken, gaan wij niet in.

03.03 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Hoeveel Tasers zijn er in omloop bij de politie?

03.04 Minister Annemie Turtelboom (*Nederlands*): Enkel de CGSU en de zone Antwerpen beschikken erover. De juiste cijfers zal ik na navraag aan de commissie bezorgen.

Het incident is gesloten.

04 Samengevoegde vragen van

- de heer **Georges Gilkinet** aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de subsidies voor de brandweerdiensten in de provincie Namen" (nr. 50)
- de heer **Christophe Bastin** aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de procedure voor de invoering van één OPZ in Namen" (nr. 66)

04.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): De ministerraad heeft op 20 juli 2010 een budget van 21,3 miljoen euro – waarvan 1,3 miljoen euro voor de provincie Namen – uitgetrokken voor de oprichting van operationele prezones voor de brandweerdiensten. Krachtens het koninklijk besluit van 2 februari 2009 kan dat bedrag pas worden gestort wanneer er een enkele prezone voor de gehele provincie wordt opgericht. In afwachting van een akkoord hebben de burgemeesters gevraagd dat het bedrag van 1,3 miljoen euro op de rekeningen van de stad Dinant zou worden geparkeerd.

Bent u het daar principieel mee eens? Wat gebeurt er met dat bedrag indien het niet aan de brandweerdiensten wordt toegekend? Staan uw diensten in contact met de burgemeesters van de provincie Namen? Welke oplossing denkt u aan te reiken voor de problemen die met de hervorming in de provincie Namen gepaard gaan?

04.02 Christophe Bastin (cdH): Als burgemeester van Onhaye pleitte ik voor de invoering van één enkele zone. U weet vast dat er bij de stemming over dit voorstel zestien stemmen voor en veertien tegen waren. De gemeenten die het voorstel afwezen, hebben een verzoekschrift tot nietigverklaring ingediend bij de Raad van State. Het is onmogelijk om een overeenkomst voor te leggen waarover eenparigheid bestaat.

Ik wacht op uw mening over het vastzetten van het geld op rekeningen van de stad Dinant. Wat is het alternatief, hoe kunnen we voorkomen dat de provincie Namen 1,3 miljoen euro misloopt?

04.03 Minister Annemie Turtelboom (*Frans*): De hervorming van de brandweer blijft een van mijn prioriteiten. Ik heb een aanzienlijk budget in de wacht kunnen slepen, en heb eind juli een verdeelsleutel uitgewerkt met het oog op het creëren van de prezones, teneinde de samenwerking tussen de brandweerdiensten te intensiveren en lokale initiatieven te ondersteunen via een overeenkomst tussen Binnenlandse Zaken en de toekomstige hulpverleningszones. Dit initiatief oogstte alvast veel bijval bij de brandweerefederaties én bij de verenigingen van steden en gemeenten.

De hele operatie is een succes: voor 31 van de 32 prezones werd een overeenkomst bereikt. In tegenstelling tot alle andere prezones, die ons één enkele overeenkomst overzonden, hebben we voor de prezone Namen niet minder dan drie conceptovereenkomsten ontvangen. Een overeenkomst geldt de tien gemeenten van de prezone die een brandweerdienst hebben of beschermde gemeenten zijn, een tweede overeenkomst geldt de 22 andere gemeenten van de prezone, en de derde - die door de brandweer zelf werd overgelegd - omvat alle 38 gemeenten.

In het koninklijk besluit met betrekking tot de verdeling van de subsidies staat echter dat de operationele zones moeten samenvallen met de toekomstige hulpverleningszones en dat elke prezone één overeenkomst moet indienen. Ik kan daar niet van afwijken voor een specifieke prezone.

De provinciegouverneur werd verzocht te blijven werken aan een oplossing. Ik wacht voor de prezone Namen dus nog altijd op een voorstel voor een overeenkomst dat aan het wettelijk vastgestelde kader beantwoordt. Wat de suggestie betreft om het budget te parkeren op de rekeningen van de stad Dinant, impliceert het principe van de jaarbegroting dat de subsidies in 2010 moeten worden aangewend.

04.04 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Als de burgemeesters geen oplossing vinden, gaat dat geld verloren. Het eenvoudigste is dat men het koninklijk besluit van 2 februari 2009 ter discussie stelt, maar daar wil u niet van weten. We bevinden ons in een impasse, wat ik betreurt.

04.05 Christophe Bastin (cdH): U bent dus bereid om de vastgestelde datum van 15 september te overschrijden.

Ik ben helemaal gewonnen voor de invoering van één zone: die werd goedgekeurd met 16 stemmen tegen 14, maar de overeenkomst moet eenparig worden goedgekeurd, en dat is nagenoeg onmogelijk in de gemeenteraden. Als er geen andere mogelijkheid is, zullen we proberen onze collega's die nog met twijfels zitten, te overtuigen.

Ten slotte moeten we ten alle prijze voorkomen dat de brandweermannen de dupe worden. Kan dat bedrag van 1,3 miljoen euro niet worden toegekend aan het Maison du Feu in de provincie Namen?

04.06 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Het dossier zit vast op het politieke niveau, niet op het niveau van de brandweer.

Uit een wettelijk oogpunt is het niet mogelijk dat geld over te dragen aan het Maison du Feu.

Er is slechts voor één zone een probleem. We blijven naar een oplossing zoeken.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Stefaan Vercamer aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het personeelsbeleid binnen de diensten van de civiele bescherming" (nr. 61)

05.01 Stefaan Vercamer (CD&V): Het personeel van de civiele bescherming moet voortaan aan specifieke normen voldoen. De norm waaraan duikers dit jaar moeten voldoen lijkt voor de grote meerderheid haalbaar. De verstrengde normen in 2015 zijn echter maar voor de helft van het personeel haalbaar. Diezelfde normen worden ook opgelegd aan de vrijwilligers, die toch beduidend minder worden ingezet.

Is de strenge norm wel haalbaar gezien de leeftijdspiramide bij het personeel en voor de vrijwilligers? Welke omkadering krijgen personeel en vrijwilligers om de norm te halen? Wat voor maatregelen zal de minister nemen om de oudere vrijwilligers betrokken te houden bij hun taak van hulpverlener?

05.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Een steekproef bij het personeel heeft uitgewezen dat de vo²max 32-norm goed haalbaar is voor de vrijwilligers, ook voor de ouderen onder hen. Er is dus geen reden om aan te nemen dat er een probleem is. De bedoeling is een langzame evolutie van de vo²max 32-norm naar de vo²max 38-norm in 2015 voor het vaste personeel. De vrijwilligers krijgen een extra jaar de tijd om de nieuwe norm te halen.

We hechten veel belang aan de slaagkansen van de personeelsleden en de vrijwilligers. Ze kunnen een subsidie krijgen om loopschoenen te kopen en een beroep doen op een sportbegeleider en een arbeidsgeneesheer. Oudere personeelsleden of vrijwilligers die de norm niet halen, worden overgeplaatst naar de federale reserve, van waaruit ze nog steeds kunnen worden ingezet voor humanitaire missies.

05.03 Stefaan Vercamer (CD&V): De strengere norm is dus gespreid in de tijd. Die hoge norm blijft echter een serieuze hindernis, ook voor de kernvrijwilligers. Het is de vraag hoe de 400 nieuwe vrijwilligers die norm zullen kunnen halen.

05.04 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Ik heb voorbeelden van mensen van 60 tot 63 jaar die slagen. Het is trouwens absoluut nodig om normen op te leggen aan mensen met een veiligheidsfunctie.

05.05 Stefaan Vercamer (CD&V): Het wordt eigenlijk maar aantrekkelijk wanneer men kernvrijwilliger wordt. Voor een gewone vrijwilliger wordt de lat echter zo hoog gelegd dat hij moeilijker kan doorgroeien.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer André Frédéric aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de opleiding van de politieagenten die speekseltesten voor het opsporen van drugs zullen uitvoeren" (nr. 65)

06.01 André Frédéric (PS): Er was veel mediabelangstelling voor de inwerkingtreding op 1 oktober van de wetgeving inzake de speekseltest voor het opsporen van drugsgebruik bij autobestuurders. De politie kijkt eerst naar uiterlijke tekenen die kunnen wijzen op drugsgebruik. Er worden geen psychomotorische tests meer afgenomen. Wel wordt de bestuurder gevraagd met een diagnosestrip over zijn tong te wrijven. Twaalf minuten later is het resultaat van de speekseltest bekend.

Opdat de controles goed zouden worden uitgevoerd, moeten de politieagenten worden opgeleid in het gebruik van de speekseltests, maar er moeten ook genoeg politieagenten worden opgeleid. Volgens persberichten zou slechts een klein deel van de politieagenten een opleiding hebben gekregen. De middelen moeten in verhouding staan tot het aankondigingseffect.

Kunt u een overzicht geven van de opleidingen voor alle politiezones van het land? Om welk type opleiding gaat het? Klopt het dat de agenten van de federale politie die eerst werden opgeleid, vervolgens alle andere politieagenten zullen opleiden? Wordt met die methode de kwaliteit van de opleiding gewaarborgd?

06.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): De opleiding van de politieagenten voor vaststellingen waarbij de speekseltest wordt aangewend, ging in september 2010 van start en wordt aangepast aan de onderscheiden doelgroepen.

De trainers, dit zijn politieambtenaren die al over zeer veel ervaring beschikken wat de vaststellingen in het kader van het rijden onder invloed betreft, krijgen een specifieke opleiding. De opleiding omvat 16 uur theorie. De trainers zullen op hun beurt de andere 'studenten' opleiden.

Een andere opleiding richt zich tot de politieambtenaren die niet vertrouwd zijn met de vaststellingen in het kader van het rijden onder invloed van drugs. Deze opleiding bestaat uit acht uur theorie en acht uur praktijk. Ze zal eveneens worden verstrekt in het kader van de basisopleiding van de aspirant-politieagenten en de aspirant-inspecteurs.

Een derde soort opleiding is bestemd voor de politieambtenaren die vertrouwd zijn met de vaststellingen in verband met het rijden onder invloed van drugs. Voor het volgen van deze opleiding moeten de kandidaten over praktische ervaring beschikken in verband met de voormelde procedure. Deze opleiding omvat vier uur theorie en acht uur praktijk.

De eerste opleidingen voor trainers zijn begin september van start gegaan.

Dankzij dit soort opleidingen kan een maximaal aantal mensen in een korte tijdspanne worden opgeleid. Tegelijkertijd is de opleiding ook praktijkgericht, zodat de kwaliteit ervan wordt gewaarborgd.

06.03 André Frédéric (PS): Ik ben het eens met de doelstelling van deze campagne, maar vind het jammer dat er een kloof gaapt tussen het aankondigingseffect en de middelen die effectief worden ingezet. Men mag niet blijven hangen in dit soort starre, levensvreemde opleidingen, maar men moet oog hebben voor de situatie van de mensen in het veld.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: André Frédéric.

07 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Leen Dierick aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de toekenning van het verhoogde vakantiegeld aan het personeel van de politiediensten" (nr. 81)
- de heer Ben Weyts aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de aanvullende vakantiepremie voor politieagenten" (nr. 95)

- mevrouw Jacqueline Galant aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de rechterlijke uitspraak waarbij de overheid wordt veroordeeld tot het gelijkschakelen van het vakantiegeld van de politieagenten met dat van de andere ambtenaren" (nr. 103)
- de heer Joseph Arens aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de uitbetaling van de Copernicuspremie aan het operationeel kader van de politiediensten" (nr. 119)

07.01 **Leen Dierick** (CD&V): De federale overheid werd onlangs veroordeeld tot de betaling van het verhoogde vakantiegeld aan de leden van het operationeel kader van de politie. Dit komt neer op een bijkomende uitgave van 370 miljoen euro. Dit zijn bijkomende kosten voor de federale politie en de lokale politiezones.

Wat is de concrete draagwijdte van het vonnis? Zal de federale overheid financieel bijspringen in die bijkomende kosten voor de lokale zones? Houdt het vonnis rekening met de gefaseerde invoering voor de verschillende graden?

07.02 **Ben Weyts** (N-VA): Geldt het vonnis voor het volledige korps? Heeft de regering geanticipeerd op de financiële impact van het vonnis? Het vonnis is immers geen verrassing, want de magistraten hebben al vanaf 2005 - en met succes - een procedure ingeleid. Gaat de regering ertegen in beroep?

De **voorzitter**: Vraag nr. 103 van mevrouw Galant, die afwezig is, heeft geen voorwerp meer, en de heer Arens heeft gevraagd dat zijn vraag nr. 119 omgezet wordt in een schriftelijke vraag.

07.03 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): Het vonnis houdt in dat niet alleen de 1.886 eisers, maar ook alle andere politieambtenaren recht hebben op de Copernicuspremie, gefaseerd per niveau vanaf 2002. Volgend jaar verkrijgen ook de hoofdinspecteurs en de officieren, als allerlaatsten, een verhoogd vakantiegeld aan 92 procent.

De totale kosten voor alle 35.000 politieambtenaren bedragen respectievelijk 108 miljoen euro voor de federale politie en 263 miljoen euro voor de 196 lokale politiekorpsen. Deze berekening houdt geen rekening met disponibilititeiten, deeltijdse werkregimes en zo verder. Het uiteindelijke bedrag kan dus iets lager liggen, maar die berekening is nog niet gemaakt.

(*Frans*) De meerkosten die voortvloeiden uit de bezoldiging van het operationeel kader waren al aanzienlijk, en daarom had de regering beslist om de verhoging voor de politieagenten uit te stellen.

(*Nederlands*) We wisten dat er een geschil was, maar velen gingen ervan uit dat het regeringsstandpunt vanwege de specifieke context van de politiehervorming verdedigbaar was. Er werden geen reserves aangelegd.

(*Frans*) Alleen de Belgische Staat werd veroordeeld tot het schadeloosstellen van de ongeveer 2.000 eisers. Op straffe van een dwangsom krijgt men vijf maanden tijd voor de berekening van de te regulariseren bedragen en de mededeling ervan aan de eisers. De termijn voor de uitbetaling werd op zeven maanden vastgelegd. Dat is technisch mogelijk, maar het budget van 18,5 miljoen euro, rente inbegrepen, ontbreekt. Ik herhaal dat de verantwoordelijkheid voor de regularisaties bij de respectieve werkgevers ligt.

(*Nederlands*) De voorbije jaren hebben we steeds op regeringsniveau over de kwestie beslist. We zijn nu een regering van lopende zaken. We moeten voorzichtig, maar verantwoord handelen. We zitten ook met een korte beroepstermijn.

Ik zal aan het kernkabinet alle nuttige informatie verschaffen en alle mogelijkheden voorleggen, waaronder het hoger beroep. Hierop zal het kernkabinet dan een beslissing nemen.

07.04 **Leen Dierick** (CD&V): Ik ben van oordeel dat het absoluut noodzakelijk is om in hoger beroep te gaan. Het eerdere akkoord om een trapsgewijze toekenning van het 'verloren' vakantiegeld toe te kennen, was zeker niet slecht. Het recente vonnis gaat volledig in tegen de geest van dat akkoord. Ik hoop van ganser harte dat het vonnis uiteindelijk wordt vernietigd.

07.05 Ben Weyts (N-VA): Ik vind het weinig zin hebben om in hoger beroep te gaan. Op die manier wordt de kostencarrousel nooit gestopt. Aangezien het Grondwettelijk Hof geen onderscheid maakt tussen politieagenten enerzijds en het administratief en logistiek personeel anderzijds, zou het een goed idee zijn te onderzoeken of er nog andere voordelen zijn – van financiële en andere aard – die het logistiek personeel wél maar de agenten niet genieten.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Ben Weyts.

08 Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de overheidsopdracht voor de levering van jodiumpillen" (nr. 83)

08.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): De houdbaarheidsdatum van de jodiumtabletten voor de omwonenden van nucleaire inrichtingen is overschreden. Kunnen die tabletten nog gebruikt worden? Wat was het resultaat van de analyses van het Wetenschappelijk Instituut Volksgezondheid? Is de procedure voor de aanbesteding van de opdracht voor de levering van jodiumtabletten afgesloten? Wanneer zullen de omwonenden, onder wie ook de Belgen die in de buurt van de kerncentrale van Chooz wonen, nieuwe tabletten ontvangen?

08.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Het Wetenschappelijk Instituut Volksgezondheid bevestigt dat de huidige tabletten nog goed zijn. De tabletten moeten om de zes maanden getest worden, eind oktober zullen er dus nieuwe resultaten beschikbaar zijn.

De aanbestedingsprocedure voor de levering van nieuwe tabletten werd op 28 mei 2010 afgesloten. De opdracht werd gegund aan de firma Lannacher Heilmittel. Er zullen nieuwe tabletten geleverd worden en er is een informatiecampagne gepland voor het eerste semester van 2011. De betrokkenen wonen in een straal van tien kilometer rond het IRE in Fleurus en in een straal van twintig kilometer rond de andere nucleaire sites. De Belgen die in de buurt van de EDF-centrale in Chooz wonen, worden niet vergeten.

08.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Ik dring erop aan dat de omwonenden volledig worden geïnformeerd, ook de personen die in de nabijheid van de centrale van Chooz wonen.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van de heer André Frédéric aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de werkgroepen van de Raad van de Europese Unie inzake politie-aangelegenheden in het kader van het Belgische voorzitterschap van de EU" (nr. 98)

09.01 André Frédéric (PS): Er werden werkgroepen met vertegenwoordigers van de EU-lidstaten opgericht om de internationale politieke samenwerking te versterken. Tijdens het voorzitterschap is de Belgische geïntegreerde politie daarin vertegenwoordigd.

Wat hebben die groepen al verwezenlijkt en welke initiatieven heeft ons land voorgesteld sinds het begin van het voorzitterschap? Wat heeft de werkgroep LEWP (Law Enforcement Working Party) al gerealiseerd?

09.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Om u een antwoord te kunnen geven over het door alle groepen verrichte werk, stel ik voor dat u mij een schriftelijke vraag stelt.

België heeft onder meer het initiatief genomen tot de oprichting van een enkele werkgroep die zich bezighoudt met de Schengenproblematiek, de Working Party on General Matters die identiteitsfraude en mensenhandel moet bestrijden, en de werkgroepen 'Grenzen', 'Valse documenten' en 'Terrorisme'. Het werkprogramma van COSI werd tot veertien hoofdthema's beperkt.

Een bijeenkomst van de Law Enforcement Working Party is gepland voor 21 oktober. Op de agenda staat een aantal voorstellen van resolutie en initiatieven.

09.03 **André Frédéric** (PS): Er moet vooruitgang geboekt worden op dat gebied.

Het incident is gesloten.

10 **Vraag van de heer Joseph George aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de bijdrage in de kosten van de brandweerdienst voor de gemeenten-groepscentra" (nr. 113)**

10.01 **Joseph George** (cdH): Bij het arrest van 4 juni 2010 vernietigde de Raad van State het koninklijk besluit van 25 oktober 2006 tot vaststelling van de normen voor de bepaling van de in aanmerking komende kosten en het aandeel van de gemeenten-groepscentra en de beschermde gemeenten.

De belangrijkste reden voor die vernietiging is naar verluidt het feit dat de regering bevoegdheden die ze zelf had moeten uitoefenen, aan de gouverneurs heeft overgedragen. Teneinde het bedrag van de desbetreffende kosten vast te leggen moet men immers niet alleen de parameters bepalen waarmee rekening dient te worden gehouden, men moet die parameters ook een weging geven. De Raad van State is evenwel van oordeel dat de rol van de gouverneur, die door de wet uitdrukkelijk wordt gelast de door de Koning vastgelegde normen toe te passen, beperkt is tot het uitvoeren van een rekenkundige bewerking, rekening houdend met die parameters, op de door de Koning bepaalde wijze.

Ingevolge het arrest van de Raad van State heeft de vaststelling van de bijdrage in de kosten van de brandweerdiensten geen enkele wettelijke basis meer.

Tijdens de pleidooien werd er blijkbaar gediscuteerd over de reikwijdte van dat arrest, ten gevolge waarvan de gemeenten waarvoor de beslissingen niet definitief zijn geworden, boekhoudkundige rechtzettingen zullen moeten doen. Over welke beslissingen gaat het? Geldt dit volgens u de financiële participaties die nog niet zijn goedgekeurd? Worden de financiële participaties van de gemeenten-groepscentra en beschermde gemeenten die reeds een advies hebben uitgebracht, als definitief beschouwd?

De Raad van State verwijt u dat u het advies van de afdeling Wetgeving over de onwettigheid van de gebruikte formule niet heeft gevolgd. Waarom werd er aan dat advies geen gehoor gegeven?

Voor welke brandweerzones zal dat arrest gevolgen hebben, en voor welke jaren?

Hoe zullen de gemeenten – in functie van het al dan niet definitieve karakter van de beslissing - moeten handelen? Overweegt u om een nieuw koninklijk besluit voor te stellen ter vervanging van het besluit dat werd ingetrokken?

10.02 Minister **Annemie Turtelboom** (Frans): Het arrest van de Raad van State moet worden geïnterpreteerd in het licht van de voorgeschiedenis van dit dossier. Naar aanleiding van een eerste ontwerp van koninklijk besluit oordeelde de Raad van State dat de aan de gouverneur verleende bevoegdheid in de tekst niet voldoende nauwkeurig werd afgebakend. De tekst werd in belangrijke mate aangepast, maar de Raad van State weigerde een advies uit te brengen over de nieuwe tekst, omdat hij meende zijn volledige bevoegdheid al te hebben benut.

Wanneer de Raad van State het heeft over nog niet definitief geworden beslissingen, bedoelt hij de beslissingen van de gouverneur tijdens de adviesperiode van zestig dagen waarover de gemeenten beschikken, of de beslissingen met een ongunstig advies waarover de gouverneur zich nog moest uitspreken.

In de provincie Luik bijvoorbeeld was de beslissing niet definitief, en heeft de gouverneur ze dus niet ten uitvoer gelegd.

Wat de definitieve beslissingen betreft, oordeelt de Raad van State dat de termijn voor het indienen van een beroep tot nietigverklaring begint te lopen op het moment van de kennisname van de beslissing, en niet bij de kennisname van het onwettige karakter van de beslissing.

Momenteel is er geen regelgeving meer op grond waarvan de gouverneur de sinds 1 januari 2006 gemaakte

kosten voor de brandweerdiensten definitief kan verdelen.

Mijn administratie zoekt verscheidene mogelijke oplossingen.

Er bestaat nog steeds een wettelijke grondslag voor de voorlopige kwartaalbijdragen van de beschermde gemeenten; de berekening gebeurt op basis van de laatste definitieve bijdrage die werd betaald. De financiën van de centrumgemeenten komen dus niet in gevaar.

10.03 Joseph George (cdH): Het lijkt me absoluut noodzakelijk dat er een nieuw koninklijk besluit uitgevaardigd wordt waarin de criteria en de bijhorende weging worden bepaald.

De voorschotten worden inderdaad nog steeds betaald, maar ze worden berekend op grond van een situatie van drie of vier jaar geleden.

De gouverneur van de provincie Luik heeft de gemeenten gevraagd overeenkomsten te sluiten met het oog op een overgangsregeling. Dat kan natuurlijk niet.

U heeft de bevoegdheid om een nieuw koninklijk besluit voor te stellen dat tegemoetkomt aan de opmerkingen van de Raad van State en waarmee een eind kan worden gemaakt aan het juridisch vacuüm.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de vestiging van een eenheid van de civiele bescherming in Gembloux" (nr. 123)

11.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Ik heb al herhaaldelijk vragen gesteld over de werken en de kredieten die nodig zijn voor de vestiging van een eenheid van de civiele bescherming in Gembloux.

Nu zitten er diensten van het ministerie van Financiën in gebouwen die aanvankelijk voor de civiele bescherming bestemd waren.

Hoeveel werd er sinds de start van het project in totaal in Gembloux geïnvesteerd? Is men niet langer van plan om een eenheid van de civiele bescherming in Gembloux onder te brengen? Als dat zo is, welke bestemming zullen die gebouwen dan krijgen?

11.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): De toezichthoudende minister voor de Regie der Gebouwen gaat over de budgettaire investeringen met betrekking tot dat dossier.

Voor de oprichting van een operationele eenheid zijn er begrotingskredieten nodig. Mijn administratie vraagt daar al jaren om, maar er werd nog altijd niets toegekend.

Wat de bestemming van de gebouwen betreft, verwijs ik u eveneens naar de toezichthoudende minister voor de Regie der Gebouwen.

11.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Men blijft de hete aardappel dus naar elkaar doorschuiven. Dat kost veel geld. Ik betreur dat.

Het incident is gesloten.

12 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Zoé Genot aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de preventieve aanhoudingen in de aanloop naar bepaalde betogingen" (nr. 124)

- mevrouw Eva Brems aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het optreden van de politiediensten afgelopen week naar aanleiding van het 'No Border Camp' in Brussel" (nr. 126)

12.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Ik ben geschokt door de getuigenissen over het politieoptreden naar aanleiding van de betogingen vorige week.

Een politieagent is komen uitleggen dat de ordediensten instructie hadden gekregen om voor het begin van de betoging zoveel mogelijk deelnemers – geen vakbondsleden – aan te houden. Volgens La Ligue des droits de l'Homme werden er achttien personen preventief aangehouden. Betogers werden van hun vrijheid beroofd en het recht om te betogen werd hun ontnomen. Van andere betogers werd een spandoek afgenomen, omdat de slogan zagezegd haaks stond op de geest van de betoging.

Vrijdagavond werden samenscholingen van meer dan vijf personen onwettig verklaard. Ook in dit geval was het politieoptreden overdreven en werd er veel geweld gebruikt. Zo werden zelfs toevallige voorbijgangers opgepakt of groepjes van twee die zich verontrustten over de gebruikte methodes.

Bovendien ging de politie echt haar boekje te buiten. De agenten beledigden de opgepakte personen met woorden als 'vuile doppers' en 'Walen'. In enkele gevallen verliep de aanhouding met buitensporig veel geweld. Daarvan bestaan verschillende opnamen, ondanks de bedreigingen van de politie aan het adres van de journalisten. Er bestaat beeldmateriaal waarop deze inbreuk op de persvrijheid te zien is.

Donderdag en vrijdag moesten verschillende aangehouden vrouwen hun broek afgeven en ze werden met verkrachting bedreigd. Een dergelijke houding is onwaardig.

Tijdens de nacht van vrijdag op zaterdag deed officier Van der Smissen in het gezelschap van een aantal collega's de ronde langs de cellen van de mannelijke gedetineerden in Etterbeek; die werden bedreigd met de wapenstok en kregen de 'keuze' tussen slaag of seks.

Verscheidene personen liepen een trauma op na het politiegeweld van de jongste dagen.

Op grond van welke criteria werden betogers preventief aangehouden? Vindt u het aanvaardbaar dat die personen op die manier beroofd werden van het recht om te betogen, en kunnen het gebruikte geweld en de seksistische vernederingen voor u door de beugel? Heeft u een rapport gevraagd over deze gebeurtenissen? Welke sancties zullen er worden uitgevaardigd om al die onwettige praktijken te bestraffen?

12.02 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Op straat komen om een politieke mening te uiten, is een fundamenteel onderdeel van een democratie. Het is verontrustend dat dit recht uit veiligheidsoverwegingen al te gemakkelijk aan de kant wordt geschoven door de overheid.

Daarom zou ik van de minister willen weten welke instructies de politiediensten hebben gekregen naar aanleiding van het *No Border Camp*, de betoging aan het gesloten asielcentrum in Steenokkerzeel op 27 september en de Europese vakbetoging op woensdag 29 september? Hoeveel mensen werden administratief aangehouden? Evalueert de minister de politie-inzet tijdens deze activiteiten als noodzakelijk en proportioneel?

12.03 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Uit de dreigingsanalyse van het OCAD naar aanleiding van het *No Border Camp* bleek dat honderden binnen- en buitenlandse anarchistenvan geweld daden planden tegen overheidsinstellingen en bedrijven die te maken hebben met de asielproblematiek. Kritieke momenten waren de toegelaten betoging aan het asielcentrum in Steenokkerzeel op 27 september, de vakbondsbetoging op 29 september en een verboden betoging aan het Zuidstation op 1 oktober.

Binnenlandse Zaken heeft geen specifieke instructies gegeven aan de politiediensten, maar er werd uiteraard in voldoende politiemacht voorzien. Op verzoek van de zes Brusselse zones werd ook een extra interventiereserve van een twintigtal agenten stand-by gehouden.

(Frans) Na de betoging van 27 september in Steenokkerzeel vonden er zeventien administratieve aanhoudingen plaats.

Op 29 september werd een honderdtal anarchistenvan die achteraan met de betoging van de Europese vakbonden meeliepen, administratief aangehouden, in overleg met de organisatoren van de betoging. Diezelfde dag werden 289 betogers aangehouden omdat ze verfspuiten bij zich hadden, of duikmaskers om zich te beschermen tegen traangas.

Op 1 oktober werden er ongeveer tweehonderd mensen administratief aangehouden tijdens een verboden betoging in de buurt van het Zuidstation. Vijf anarchisten werden gerechtelijk aangehouden omdat ze aan een raid op het politiebureau aan het Vossenplein hadden deelgenomen.

(Nederlands) Het politieoptreden op 27 en 29 september en op 1 oktober was noodzakelijk, proportioneel en efficiënt.

12.04 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Sommigen werden één uur voor de betoging aangehouden, wat een ontkenning van het recht om te betogen inhoudt. Er waren mensen bij die als clown vermomd waren of enkel hun gsm, een portefeuille en een condoom bij zich hadden!

Er moet nu een grondig onderzoek worden gevoerd naar de procedure die gevolgd werd voor die aanhoudingen en de manier waarop de aangehouden personen behandeld werden. Ik doel hier meer bepaald op de seksistische houding van bepaalde politieagenten. Daarover zal ik u later opnieuw ondervragen.

12.05 Eva Brems (Ecolo-Groen!): Seksuele intimidaties van de politie zijn onaanvaardbaar in een rechtsstaat. Er moet een signaal worden gegeven aan de politie dat zulks niet kan.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.52 uur.